

# KOMITÉ POPILE

*jik an bout!*



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | [cncpmartinique@gmail.com](mailto:cncpmartinique@gmail.com)

## EDITORIAL

### REPUBLIQUE, DEMOCRATIE, LAÏCITE : TROIS LEURRES POUR HARPONNER LES PEUPLES

« Sacrilège ! On s'en prend à la Laïcité ! », « Notre Démocratie est menacée ! », « C'est la République qu'on attaque ! », « Réalisons la grand Union Nationale » pour défendre ces « valeurs sacrées », car elles font la « Grandeur de la France ! » Voilà les rengaines les plus entendues, chaque fois que les gouvernements sentent vaciller la domination de classe dont ils sont garants. Avec la Révolution Bourgeoise de 1789, une religion a remplacé une autre. A grand renfort de symboles et d'allégories, on a écrit de nouveaux mythes pour offrir aux peuples trois déesses entre les mains desquelles ils devaient remettre leur sort, devant lesquelles tous devraient désormais s'agenouiller et prier : la République, la Démocratie et la Laïcité !



### 3/3 - LA LAÏCITE : UN MASQUE DU COMMUNAUTARISME SUPREMATISTE OCCIDENTAL

La troisième déesse aux pieds de laquelle la bourgeoisie occidentale demande aux peuples de s'agenouiller, c'est la Laïcité. Il nous faut donc rappeler dans quel contexte ce concept est apparu et comment son application se traduit dans la société. Mais, laissons d'abord parler ses défenseurs\*1.

« Qu'est-ce que la Laïcité ? Ce n'est pas une opinion parmi d'autres, mais la liberté d'en avoir une. Elle n'est pas une conviction mais le principe qui les autorise toutes, sous réserve

du respect de l'ordre public. Ses trois principes et valeurs :  
- la **liberté** de conscience et celle de manifester ses convictions dans les limites du respect de l'ordre public.

- la **séparation** des institutions publiques et des organisations religieuses. L'État ne reconnaît ni ne **salarie aucun culte\***.

- **l'égalité** de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions

Elle garantit aux croyants et aux non-croyants le même droit à la liberté d'expression de leurs convictions. Elle assure aussi bien le droit d'avoir ou de ne pas avoir de religion, d'en changer ou de ne plus en avoir.

Elle garantit le libre exercice des cultes et la liberté de religion, mais aussi la liberté vis-à-vis de la religion personne ne peut être contraint au respect de dogmes ou de prescriptions religieuses.

De la séparation se déduit la neutralité de l'État, des Collectivités territoriales et des services publics non de ses usagers. La République laïque assure ainsi l'égalité des citoyens face à l'administration et au service public quelles que soient leurs convictions ou croyances. »

De prime abord, ces séduisants préceptes invitent à vite se convertir à la religion laïque sans avoir à se poser de question. On est insidieusement enclin à penser que tout individu mettant ses dogmes en doute a des intentions liberticides et mérite d'être excommunié. Mais, une lecture plus attentive du texte appelle quelques remarques. D'abord, il est dit que la Laïcité « n'est pas une opinion parmi d'autres », que « ce n'est pas une conviction mais le principe qui les autorise toutes ». Il y a là recherche de formules choc, mais pour être rigoureusement en accord avec le sens des mots, il faut dire que la Laïcité ne saurait être une opinion. Ce serait plutôt un concept et, dans la réalité, elle est propagée et vécue comme conviction. Ceci dit, le diable se cachant dans le détail, toute l'application des beaux prin-

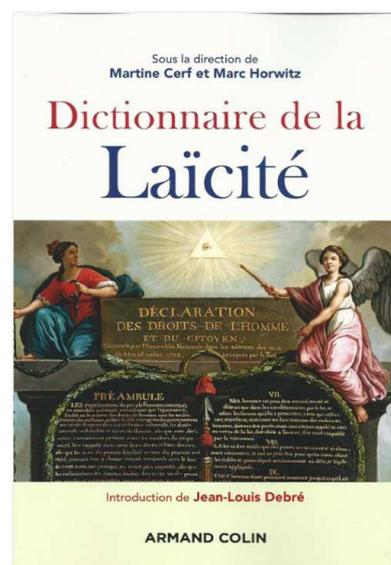
cipes énoncés est soumise aux « limites du respect de l'ordre public » ! Or, ce sont les gouvernements, dont on sait la nature de classe, qui décident de ce qu'est « l'ordre public » et qui fixent les « limites ».\*<sup>2</sup> On verra plus loin que les limites peuvent servir à ériger des barrières.

### **Puisque la France est le berceau de la Laïcité, il faut rappeler les conditions de l'accouchement de celle-ci**

A la veille de la Révolution bourgeoise de 1789, même si la chrétienté est minée de contradictions, la population française est très croyante et l'église catholique reste très puissante. La couche supérieure du clergé possède de vastes domaines et jouit d'importants privilèges (notamment judiciaires et fiscaux). Disposant du « pouvoir spirituel » dans la monarchie de droit divin, elle interfère fortement dans « le pouvoir temporel »\*<sup>3</sup>. Le clergé joue un rôle central dans la société (tenue des registres paroissiaux, essentiel de l'enseignement et monopole dans l'assistance et la charité). Dans un tel contexte, il s'agit pour les meneurs de la Révolution Bourgeoise, qui se battent pour la conquête du Pouvoir, de mettre fin, non pas tant à la prédominance de la religion - qu'ils vont d'abord chercher à instrumentaliser - mais plutôt de saper les bases de la domination de l'Eglise Catholique sur la société.

Le renforcement du contrôle de la Bourgeoisie sur l'économie avait été rendu possible par la transformation des biens de l'église en bien

nationaux et la vente de ceux-ci ou la suppression de la dîme\*<sup>4</sup>, mais les meneurs de la Révolution ne parvenaient pas à contenir l'influence spirituelle et, en quelque part politique, de la puissante Église Catholique. Leur intérêt était alors de mener une offensive idéologique visant à changer les mentalités. C'est ce qu'ils firent en s'appuyant sur le concept de Laïcité qui prônait la séparation de l'Église et de l'État dans la conduite des affaires de la Nation, la liberté de conscience et l'égalité de tous devant la loi.



### **La Laïcité : des principes à la réalité**

En droit, la laïcité garantit la séparation dans l'État de la société civile et de la société religieuse ainsi que l'impartialité ou la neutralité de l'État à l'égard des confessions religieuses. Dans la vraie vie, il en est tout autrement.

La vie sociale s'aligne sur le calendrier des fêtes religieuses catholiques (marquées par des jours fériés et la fermeture des services publics). La fête de Noël, célébrant la naissance du Christ, même si elle a pris un caractère principalement



familial et commercial, est l'occasion d'afficher massivement la proximité de l'Etat Républicain et de la chrétienté\*<sup>5</sup>. Toutefois, il faut préciser que dans la société française, il existe au sein de la population des courants sincèrement convaincus par les idéaux de la Laïcité et qui se mobilisent pour les défendre. Cela aboutit parfois à des confrontations, comme ce fut le cas en janvier 1984, autour du projet de loi sur l'école qui touchait au financement des écoles privées. Mais, pour l'essentiel, la société française est porteuse d'un communautarisme

qui veut s'imposer à tous les autres. On peut constater qu'aujourd'hui, des voix de plus en plus décomplexées se font entendre en France pour qu'on respecte « les racines chrétiennes de la civilisation occidentale » et, il y a quelques mois, le Président français, Emmanuel MACRON, exprimait sa volonté de « réparer le lien qui existait autrefois entre l'Eglise et l'Etat ».



« Cachez ce voile que je ne saurais voir ! »

La virulence des débats qui ont agité la société française à propos du port du voile par les musulmanes est due précisément à l'intervention partisane de l'État sur cette ques-

tion. Constatons que personne n'était choqué par la présence des religieuses catholiques ou des musulmanes voilées dans l'espace public, avant que le gouvernement français, appuyé par une certaine frange de la classe politique, ne déclare que le port du voile mettrait la République et la Laïcité en danger (sic!). Des étudiantes exclues parce qu'elles ne veulent pas ôter leur voile, des mères ne pouvant accompagner leurs enfants en sortie pédagogique, parce qu'elles le portent ! On en est arrivé là !



dous. Ceux qui agitent l'épouvantail « islamiste » à tout bout de champ cherchent manifestement à diaboliser l'Islam par ricochet.

### Les ambiguïtés au sein de la gauche française

Certaines fractions de la « gauche » et du mouvement féministe, dans un réflexe communautariste, participent à la divulgation des préjugés et des caricatures concernant l'Islam. Quand des femmes musulmanes revendiquent leur droit de choisir le port du voile, elles s'entendent rétorquer par des occi-

dentaux condescendants et paternalistes, qu'elles sont forcément manipulées et trop soumises pour oser se défendre elles-mêmes. Dans l'Occident Chrétien, des réseaux de proxénétisme et de pornographie soumettent à un abominable esclavage sexuel des millions de femmes. On a l'impression que certains accordent plus d'importance à la nécessité d'interdire le port du voile qu'à l'exigence de combattre cette barbarie là.

**Au bout du compte, on peut dire que le culte de la déesse Laïcité est l'un des moyens utilisés par les classes dominantes de France pour imposer le communautarisme suprématiste occidental au reste du**



monde. Il faut cependant se réjouir du fait qu'au sein du Peuple Français, des forces progressistes et révolutionnaires prennent le contre-pied de cette idéologie réactionnaire. Nombreux sont les militants et militantes qui se mobilisent pour combattre le racisme, la xénophobie et l'islamophobie, qui participent à des actions de solidarité avec les immigrés (en particulier les sans-papiers). Ce sont eux qui sont porteurs des beaux principes annoncés par les défenseurs de la Laïcité et qui les font vivre dans la réalité. Pour nous, en tout cas, ce ne sont ni la République bourgeoise, ni la Démocratie occidentale, ni une Laïcité instrumenta-

lisée qui inspireront notre engagement. Nos valeurs, ce sont celles de l'internationalisme prolétarien, du respect de tous les peuples et de leur culture. Notre conviction est que seules une coopération entre des Peuples souverains, basée sur des relations équitables permettra le progrès de l'humanité.

*\*<sup>1</sup> Publication de propagande de l' « Observatoire de la Laïcité »*

*\*<sup>2</sup> La conception de « l'ordre public » et les « limites » aux libertés imposées actuellement par le régime Macronien dans le cadre de son Etat d'urgence à répétition illustrent bien la distorsion existant entre l'énoncé des beaux principes et la réalité de l'oppression qui prévaut dans la société occidentale.*

*\*<sup>3</sup> « Dans l'Occident chrétien, le pouvoir est réparti entre autorités temporelles et spirituelles : à l'Église est reconnu un pouvoir spirituel exercé sur les âmes, concernant le salut à travers la définition et le maintien du dogme (tradition, conciles...) dans le cadre de la religion ; aux souverains et aux pouvoirs civils est reconnu le pouvoir temporel, restreint aux affaires humaines et à l'ordre social, et exercé sur les corps et sur les biens ». (Définition Wikipédia)*

*\*<sup>4</sup> Ceci leur permet d'affronter la crise économique qui, entre autres facteurs, avait conduit à la Révolution.*

*\*<sup>5</sup> Difficile de trouver un média qui ne participe pas à la mobilisation. Les chaînes publiques de télévision retransmettent la messe et le chef de l'État reçoit les enfants à l'Élysée (les petits musulmans peuvent toujours attendre une fête annuelle au Palais!).*

### *La Laïcité à la mode guyanaise*

Dans le texte de « l'Observatoire de la Laïcité » cité en début d'article, il est dit que « L'État ne reconnaît ni ne salarie aucun culte ». Pourtant, en Guyane, L'État « Républicain » impose à la Collectivité territoriale de rétribuer les prêtres sur la base d'une ordonnance royale de Charles X datant de 1828 ! Quand le Conseil Général a tenté de mettre fin à cette situation, les membres du clergé Guyanais ont saisi en référé le Tribunal Administratif. Ce dernier a ordonné à la collectivité de reprendre le versement des salaires. La Guyane est une colonie française, mais la pilule est grosse à avaler ! Comment comprendre que toutes ces « bonnes consciences » qui expriment leur fureur quand une musulmane porte le voile dans les rues de Paris, ne manifestent pas dans les rues pour mettre fin à cette atteinte à la laïcité et exiger le remboursement par l'État de toutes les sommes indûment versées ?

### **PAWOL FONDOK**

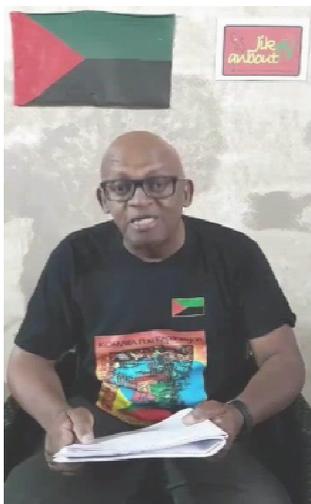
*« Ce qu'il faudrait, c'est toujours concéder à son prochain qu'il a une parcelle de vérité et non pas de dire que toute la vérité est à moi, à mon pays, à ma race, à ma religion. »*



**Amadou Hampâté Bâ**



### RADIO “*Jik An Bout*”: NOTRE NOUVEL OUTIL POUR LA COMMUNICATION ALTERNATIVE



*Radio Jik An Bout* vient rejoindre la web TV « [jikanbouttv.com](http://jikanbouttv.com) » et le journal en ligne des Comités Populaires. Léon SEVEUR qui en est le directeur nous présente ce nouvel outil de communication alternative.

“ Notre objectif principal est de porter une contribution à la formation de notre peuple et à l’augmentation du niveau de conscience général, afin de permettre à tous de comprendre les réalités de notre société colonisée et de lutter davantage pour l’émancipation. Pour cela, il faut combattre l’influence des médias aux ordres du colonisateur qui, au contraire, imposent une lecture partisane des événements colorée de leur idéologie aliénante sapant toute envie de transformation de ce système exploiteur et répressif, et qui, donc, nous empêche de nous épanouir.

La guerre engagée par les impérialistes et leurs collaborateurs, ici comme dans le monde entier, nécessite partout une résistance. Il faut engager ce combat avec nos propres armes, comme ces médias alternatifs. Nous devons

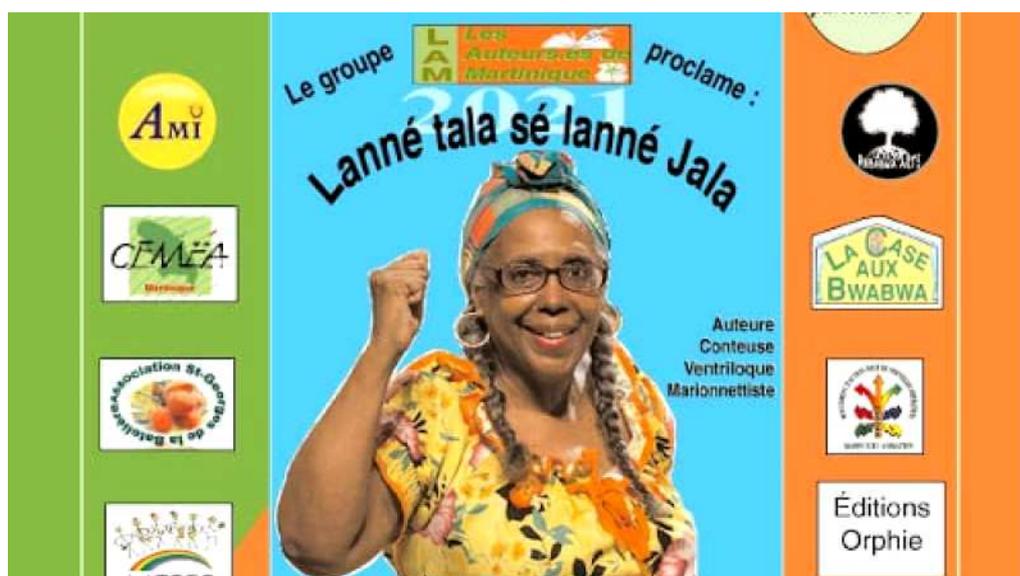
donner un autre son de cloche, apprendre à décoder tout ce qui est diffusé dans tous les domaines de la vie, chez nous comme ailleurs. Seul un Peuple instruit et conscient peut conquérir sa souveraineté.

Aussi, avons-nous choisi de diffuser des émissions proposant un regard alternatif sur les situations nationale et internationale, toutes deux relèvent des mêmes problématiques: La domination et l’asservissement des peuples par les impérialistes. En conséquence, nous ferons une grande place aux programmes permettant de comprendre la politique et l’économie. En outre, pour participer à la dynamique de résolution de nos problèmes par nous-mêmes, nous proposerons des émissions pour la prévention dans le domaine de la santé, des risques majeurs (etc.) et nous accorderons une attention particulière à la diffusion d’une culture alternative : entretiens avec des artistes et autres acteurs opérant dans le secteur éducatif et culturel, musiques “propres” représentatives de tous

les peuples. Une place importante sera faite aux émissions permettant de découvrir notre histoire, et celle des autres peuples. Bien sur, nous inviterons des acteurs du mouvement populaire à venir parler des luttes menées dans tous les domaines et nous rendrons compte, dans toute la mesure du possible, des actions et des expériences qui se développent, chez nous comme ailleurs dans le monde, pour sortir du joug colonial et pour mettre fin à la barbarie ultra libérale et impérialiste.

*Radio Jik An Bout*, comme tous nos autres médias, est ouverte à tous ceux et à toutes celles qui luttent contre les exploités et qui sont dans le camp anti-colonialiste. Pour gagner la guerre idéologique que nous menons contre les impérialistes et contre la fascisation des sociétés, pour avancer dans la construction d’un monde nouveau, nous devons impérativement développer des solidarités entre tous. Cette radio sera un outil alternatif au service de ceux et de celles, qui veulent “ an péyi nef” dans un monde meilleur.”

# LANNÉ TALA SÉ LANNÉ JALA !



**Le groupe «Les Auteurs de Martinique» qui réunit une soixantaine d'écrivains et d'écrivaines de Martinique a pris l'initiative de faire de 2021 «L'ANNÉE JALA». Toute l'année, il organisera des manifestations pour lui rendre hommage. La première aura lieu le 30 janvier. Les membres du groupe invitent à organiser des actions et des manifestations en l'honneur de cette grande dame qui fait la fierté de notre pays.**

Jeannine LAFONTAINE dite Jala est Auteure - Conteuse - Marionnettiste – Ventriloque. Après avoir travaillé dans le secteur de l'imprimerie, elle s'est lancée dans l'agriculture. Celle qui a toujours écrit de la poésie, met ensuite sur pied sa propre maison d'édition, les éditions Lafontaine". A son actif, la publication d'une trentaine d'ouvrages dont de

nombreux livres de contes pour enfants. Connue pour la fabrication des bwabwa et des "joujous" pour les petits, Jala fait depuis des dizaines d'années un immense travail de transmission, en particulier en organisant des ateliers gratuits.

Jik An Bout applaudit l'initiative du groupe " Les Auteurs de Martinique". Nous invitons parents, associations et municipalités à se procurer les outils que notre Jala nationale met à notre disposition pour l'éveil des jeunes générations et à faire appel à elle pour l'organisation de manifestations

Contacts :

Portable : 0696 92 97 07

Tél./fax/rép.: 0596 78 87 98

editions.lafontaine@wanadoo.fr

<https://www.facebook.com/jalaconteuse>

## SUGGESTION DE LECTURE

\* <https://www.cadtm.org/> / *Les marchés financiers restent les gagnants de la crise économique et sanitaire* par Aline Fares

\* *Important dossier : Le crime de génocide au Canada* / <https://jbl1960blog.files.wordpress.com/2019/06/cr-a-la-cvtr-meurtre-par-decret-maj-du-8-juin-2019.pdf>



## ■ INDE: DES PAYSANS MOBILISES DEPUIS PLUS DE SIX MOIS

**Plusieurs millions de paysans venant de toute l'Inde bloquent les entrées autoroutières de Delhi depuis le mois de juin. Ils exigent le retrait de lois, votées par le gouvernement de Narendra Modi, qui livrent le secteur agricole à la spéculation capitalistes et mettent en péril la sécurité alimentaire du pays.**

La mobilisation, s'étend de plus en plus dans tout le pays. Elle est soutenue par les Partis communistes, les syndicats, les organisations féministes et étudiantes. Le 26 Novembre dernier une grève générale a secoué tout le pays dans le cadre de la convergence des luttes populaires. Plus de 250 millions de travailleurs et de travailleuses ont manifesté à cette occasion. Le gouvernement ultralibéral de Narendra MODI avait entrepris de déréguler le marché qui, jusque là, était encadré et dans lequel des centrales régies par l'Etat garantissaient aux paysans un prix décent d'achat de leurs produits. Devant la force de la mobilisation, le gouverne-



ment qui refusait toute négociation et qui avait déclenché une répression brutale causant des dizaines de morts, a dû reculer. Un premier pas vers la victoire !

**Notez bien que les travailleurs mobilisés sont des dizaines de millions de fois plus nombreux que les bandes subversives de Guaido et les "pro-démocrates" de Hong Kong réunis, mais que les médias occidentaux restent muets sur le sujet. Pas étonnant! Ce ne sont pas des journalistes mais des propagandistes du système qui y sévissent !**

## ■ ARGENTINE: UN PREDATEUR NOMME PFIZER

**C'est dans un article de Maryse LAURENCE paru sur le site Mondialisation.ca que nous l'apprenons : Pfizer entendait imposer au gouvernement Argentin un contrat lui donnant accès aux glaciers et à la mer en plus des sommes versées par l'Etat pour l'obtention des traitements anti-covid. Jik An Bout vous en propose de larges extraits.**



“ L'État argentin, dirigé actuellement par le président Alberto Fernández, renégocie l'achat de doses d'un traitement lié à la COVID-19. La raison invoquée est des plus stupéfiantes. En effet, le contrat avec ce laboratoire stipulait que l'Argentine devait permettre à l'entreprise Pfizer le **contrôle des glaciers de Patagonie** que des milliers de touristes visitent chaque année. De plus, on exigeait, pour la livraison des doses, **l'accès à la mer du sud argentin corrélé à des quotas élevés de droit de pêche!** Au cours du mandat accordé au président **Mauricio Macri**, la modification d'une loi permit de faire fi du statut de site protégé des glaciers, afin d'autoriser l'extraction minière. Un décret octroya aux étrangers la possibilité d'acquérir de plus grands territoires que ne le permettaient les lois antérieures. Et il ne s'agissait évidem-

ment pas de lieu incultes, mais de sites regorgeant de ressources forestières, aquifères ou minières. Conscient de ces assouplissements « légaux », Pfizer inclut dans le contrat la demande d'accès aux glaciers et à la mer, en plus du coût payé par l'État pour l'obtention des traitements anti-covid.

C'est le chirurgien et conseiller gouvernemental, **Jorge Rachid**, qui rendit publique cette clause qui retardait inexplicablement l'accord entre Pfizer et l'Argentine. On ne sait pas quelle aurait été la position du Président, car c'est le ministre de la Santé, **Ginés González García** lui-même qui vient d'opposer un refus catégorique à ces demandes. Déjà, le pays avait accepté de fournir 6000 cobayes humains à l'équipe du scientifique Fernando Polack, pour le compte de Pfizer-BioNTech. Suite à la divulgation de cette clause, englobant une demande de souveraineté sur le territoire, le docteur Rachid rétorqua : « Nous ne voulons pas que l'on nous traite comme une colonie! » (...)

Lorsqu'on nous assure que la santé publique est le motif principal de ces négoce pharmaceutiques, cet exemple pourra, espérons-le, amener les honnêtes gens à ne pas se prêter aux insultes faciles, proférées envers ceux qui dénoncent les intentions perverses des géants de la finance.”





## 2020 : ANNEE DE CRISES ET DE VICTOIRES

*Alain LIMERI, Porte-parole du CNCP, dresse un bilan de la situation qui a prévalu pendant l'année 2020 en Martinique et sur le plan international.*

*Nous déclinons le bilan de l'année 2020 en dix points. Cinq concernent la Martinique, cinq autres la situation internationale.*



**A/ - S'agissant de notre pays, pour commencer, on peut retenir qu'il a été secoué par de graves crises mais qu'en même temps, la lutte pour l'émancipation de notre Peuple a notablement progressé.**

### **1- La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid 19 a exacerbé les contradictions**

La gestion de cette crise a confirmé que la principale préoccupation du gouvernement n'était pas de protéger la santé de notre Peuple mais plutôt de défendre les intérêts des grands capitalistes et de consolider la domination coloniale de la France sur notre pays.

Pour mémoire, rappelons, que ce sont des actions conduites par les militants taxés « d'activistes RVN » (blocage des bus de touriste, manifestation sur le port et à l'aéroport) qui avaient poussé le Préfet à prendre des mesures pour protéger la population, alors que les pays voisins de la Caraïbe

avaient déjà réagi. D'autre part, pendant que des mesures de confinement et de couvre-feu étaient renforcées en France, des milliers de touristes étaient incités à venir en Martinique. Plus de 100.000 arrivées au mois de décembre. Le principe de précaution aurait voulu que seules les personnes ayant un centre d'intérêt dans notre pays soient autorisées à y rentrer (Martiniquais venant visiter leurs proches, ou autres personnes ayant des obligations professionnelles, par exemple).

Ni la spécificité de la situation dans notre pays, ni l'avis des élus et des acteurs de terrain n'ont été pris en compte comme il se devrait. Plus grave, les mesures prises ont visé à favoriser les grandes surfaces, les sociétés de téléphonie et de vente d'automobiles, tout en écrasant les petites entreprises abusivement qualifiées de « non-essentiels ». Plus que jamais, le tissu économique proprement martiniquais a été déstructuré, les inégalités et la précarité se

sont accrues au sein des couches populaires pendant que se renforçait la dépendance et l'expansion des multinationales.

### **2- Les catastrophes environnementales**

En 2020, notre pays a connu des catastrophes liées au dérèglement climatique. Après un carême particulièrement dur, qui a causé de lourdes ruptures dans l'approvisionnement de la population en eau potable, comme depuis déjà plusieurs années, de fortes pluies ont entraîné de nombreux glissements de terrains avec leurs graves conséquences sur les plans humain, matériel et économique. Les incohérences dont le gouvernement Français a fait preuve quand à la déclaration de l'état de catastrophe naturelle ont révélé, une fois de plus, sa connivence avec les multinationales de l'assurance et surtout, la dangerosité du modèle de développement qui nous est imposé.



Ces événements sont venus nous rappeler la nécessité de repenser la manière d'aménager nos espaces pour protéger notre écosystème et par conséquent notre population. Ils nous interpellent également sur l'exigence que nous disposions du pouvoir nous permettant de décider souverainement de nos choix de développement.

### **3- Un paysage politique qui s'est redessiné**

Il y a cinq ans, les élections à la CTM avaient déjà été l'occasion de constater une recomposition du paysage politique en Martinique. Pour conquérir la majorité, le MIM et ses alliés avaient choisi de ressusciter la droite en signant un « pacte de gestion » qui gelait la question de l'évolution statutaire. En 2020, l'alliance électoraliste « Gran Sanblé Pou Ba Péyi-a An Chans » a volé en éclat. (A noter que les éléments qui avaient tenté de saborder le CNCP pour obtenir des mandats électoraux en s'inféodant au MIM, ont sombré avec leurs illusions). Le plus important est que la démarcation entre, d'une part, les partisans du libéralisme économique et du maintien de la collusion avec l'Union Européenne impérialiste et, d'autre part, les partisans de la souveraineté s'est précisée. La défiance envers les « politiciens » en est sortie renforcée alimentant fortement la tendance structurelle à l'abstention. Parallèlement les luttes populaires ont connu un regain. Dans divers domaines, des organisations syndicales, des collectifs de citoyens ou autres associations se sont mobilisés tout au

long de l'année pour défendre leurs revendications : Le droit à la santé (Travailleurs du secteur hospitalier à Trinité), Le droit à l'eau (Citoyens du Sud), le respect du droit syndical (Salariés de Peugeot) contre la répression (Comité 13 janvyé), Contre les mesures liberticides du gouvernement Macron, etc.

### **4- Essor du combat identitaire et souverainiste**

En 2019, le champ social martiniquais avait été secoué par l'irruption sur la scène d'un mouvement, majoritairement porté par des jeunes, qui organisait des mobilisations d'un type nouveau : libération d'un espace de circulation sur une portion du littoral abusivement privatisé ; actions de blocage d'hyper-marchés ou de magasins appartenant à des membres de la caste béké responsables de l'empoisonnement de notre peuple par les pesticides. En 2020, la nouvelle dynamique s'est amplifiée. L'année a été émaillée de mobilisations ininterrompues contre la violente répression policière et judiciaire qui s'est abattue sur les militants.

Et le combat s'est poursuivi sur d'autres fronts : brandissant le drapeau Martiniquais, des militants ont mis à bas plusieurs statues symboles de la domination coloniale. Ces actions ont eu une large répercussion au niveau international. Les condamnations venant des assimilationnistes, ont vite été submergées par l'éveil de conscience suscité au sein du Peuple Martiniquais. Ce qui s'est traduit par un vif engouement

pour l'histoire de notre pays et un grand progrès dans la conscience identitaire. Cela se manifeste notamment par le fait que nos compatriotes affichent de plus en plus largement les couleurs Rouge-vert-noir de notre drapeau national. D'ailleurs, effrayés, le gouvernement français et les assimilationnistes ont entrepris une vaste campagne pour discréditer le drapeau en tentant de le présenter comme représentant exclusivement des « activistes » qu'ils font tout pour diaboliser. Cependant, ce combat d'arrière-garde n'empêche pas aux consciences de progresser et à ceux qui luttent pour la souveraineté de notre pays d'aller de l'avant.

### **5- La lutte pour que soit jugés les coupables du crime d'empoisonnement au pesticides et pour la réparation**

Le gouvernement français et sa « justice » étaient toujours restés sourds aux dénonciations de l'empoisonnement de notre peuple par les pesticides qui avait été perpétré par les grands propriétaires békés. En 2020, plusieurs associations ont multiplié les mobilisations pour exiger que les coupables soient poursuivis et pour que des mesures de dépollution, des réponses sur le plan sanitaire et des indemnisations soient urgemment envisagées. (« Lyannaj pou dépolyé Matnik » ; « Zéro Chlordécone objectif zéro poison »). Une étape déterminante a été franchie avec la constitution, en Septembre 2019, du « Collectif des ouvrières et ouvriers agricoles et leurs ayants



droits empoisonnés (es) par les pesticides ». Depuis que ceux et celles qui étaient en première ligne dans l'épandage ont fait entendre leur voix, la lutte a connu un essor spectaculaire. Les réunions se multiplient, les médecins s'investissent, les élus dans leur quasi unanimité ont exprimé leur soutien aux 11 points de revendications du Collectif, Les médias se font écho de leurs initiatives. Manifestement, l'unité nationale se réalise autour de cette cause.

**Nous pouvons donc conclure que cette année 2020 fut salubre pour notre peuple et prometteuse pour les luttes qui le conduiront à la souveraineté et à l'émancipation.**



**B/ Sur le plan international, 2020 a été porteur des mêmes problématiques relatives aux crises et aux luttes populaires**

### **1- Des catastrophes environnementales dévastatrices**

Le 02 janvier 2020, face à l'ampleur des incendies, l'état d'urgence était décrété en Austra-

lie. Cinq cent millions d'animaux ont péri à cette occasion. Le 28 décembre 2020 des glissements de terrain en Norvège causaient la mort de plus d'une vingtaine de citoyen, plusieurs blessés, et d'importants dégâts matériels et économiques. Entre ces deux dates ouvrant et clôturant l'année, pas une semaine ne s'est passée sans qu'une grande catastrophe ne frappe un coin ou l'autre de la planète. Des records ont été dépassés dans les températures et la fonte des glaciers. Il y a eu une accélération des effets désastreux du changement climatique. Les scientifiques annoncent que dans les prochaines décennies les migrations de populations qui y sont liées vont concerner plus de 250 millions d'êtres

humains.

Face à cela, les gouvernements se contentent de faire des déclarations d'intention. On est bien loin du tapage anxiogène fait autour du Covid 19, qui vise à détourner l'attention et protéger les intérêts des multinationales, les véritables responsables des pollutions qui causent le réchauffement climatique.

### **2- Cette crise sanitaire révèle les travers du système capitaliste**

Si, en 2020, toutes les grandes puissances capitalistes ont été si durement touchées par la pandémie du Covid 19, c'est principalement à cause de la politique ultralibérale qu'elles imposent à leurs peuples : le sabotage des services publics de santé est directement responsable de la surcharge des hôpitaux, le démantèlement des services publics d'éducation et la précarisation de larges couches populaires sont la cause des difficultés à appliquer les mesures de protection. Aucune mesure sérieuse n'a été prise pour pallier les conséquences de leurs mesures coercitives (détresse psychologique, suicides, violences conjugales, impossibilités de suivi pour les autres maladies graves, etc.)

Les gouvernements libéraux ont pris le prétexte de la lutte contre la pandémie pour accélérer le processus de fascisation. Après le prétexte du terrorisme, le Covid 19 a justifié l'adoption d'un arsenal de lois liberticides et de mesures tendant à domestiquer les populations. Cyniquement, ils culpabilisent les « citoyens » arguant de leur « manque de responsabilité » et ils en prennent prétexte pour racketter la population. Ces gouvernements en profitent également pour accélérer le processus de concentration de l'économie entre les mains des multinationales. Lorsqu'ils annoncent des plans de relance, c'est pour accorder des milliards à ces dernières, et des miettes pour les



plus petits, sans annuler les dettes de ces derniers. Certaines mesures ont pour but de préparer une mutation du système capitaliste dans l'espoir d'assurer sa survie (généralisation du télétravail, etc.)

### **3- 2020 a été une année de lutte sur toute la planète**

En 2020 des mobilisations populaires ont fleuri sur toute la planète. Le mouvement « Black Lives Mater », qui a vu le jour après l'assassinat de Georges Floyd aux USA, a été le plus médiatisé, parce qu'il posait une problématique qui concernait tous les peuples, celle de l'explosion des violences policières, parce qu'il secouait fortement la première puissance impérialiste et surtout parce qu'il posait de manière spectaculaire la question de l'oppression raciale des peuples « non-blancs ». La grande avancée montrée par ce mouvement, c'est qu'il dépassait les clivages ancrés dans la société. Au niveau international, s'affichait une communion dans la lutte contre le racisme, le suprématisme blanc et les violences policières.

Même si les empires médiatiques occidentaux en ont moins parlé, de puissantes luttes se sont déroulées cette année là contre les méfaits des multinationales responsables du réchauffement du climat et contre l'irresponsabilité des gouvernements complices. Des millions de personnes se sont mobilisées autour de cette cause, avec la jeunesse aux avant-postes.

C'est partout que les masses populaires se sont engagées pour défendre leurs droits et combattre l'impérialisme et le capitalisme : au Chili, où le Peuple a obtenu l'annulation de la constitution de PINOCHET, en Argentine où la population ont pu faire tomber les loi sur l'interdiction de l'avortement face aux conservateur de l'église, en Inde où les paysans ont fait barrage aux tentatives de privatisation dans l'agriculture, pour ne citer que quelques exemples.

La lutte contre les subversions orchestrées par les impérialistes occidentaux a connu des succès importants avec, par exemple, en Bolivie, la débâcle des putschistes, la victoire électorale du MAS et le retour d'Evo MORALES dans son pays ou au VENEZUELA, la déconfiture de la marionnette GUAÏDO et le triomphe des chavistes aux législatives.

En 2019, le gouvernement Français a pu contenir la lutte des « Gilets Jaunes » par une violente répression, mais la lutte contre le système capitaliste ne s'est pas arrêtée pour autant. En 2020, nombreux sont ceux qui ont maintenu leur engagement et réalisé des convergences avec d'autres organisations politiques et syndicales du mouvement populaire. Les initiatives alternatives se sont multipliées.

**Tout cela indique bien, qu'au niveau mondial, les luttes populaires montent en puissance et que le système dominant est en train de vaciller.**

### **4- La bête blessée devient furieuse, le piétinement du droit international est devenu la règle**

Les maîtres des classes dominantes sont aussi conscients que les combattants de l'émancipation de toutes les réalités que nous décrivons à travers ce bilan de l'année 2020. Aussi, ils se préparent à l'affrontement décisif qui s'annonce.

Cela explique que, cette dernière année, ils ont accéléré le processus de fascisation qui concerne toute la planète. Lois liberticides, systématisation de l'espionnage, de la censure et de la manipulation des individus par le biais des NTIC qu'ils contrôlent, etc.

Comme à l'accoutumée, ce sont les USA qui tenaient la baguette. Donald TRUMP a poursuivi son offensive entamée depuis quatre ans pour saborder tous les accords commerciaux qui garantissaient une certaine stabilité (entre capitalistes) entre puissances militaires impérialistes, au sein des institutions internationales. En 2020, il s'est attaché à détruire toutes les avancées qui avaient été faites pour prendre en compte les intérêts des Palestiniens. Récemment, il se vantait d'avoir fait assassiner un ingénieur Iranien au prétexte qu'il participait au programme nucléaire de son pays. On aurait tort de croire qu'il s'agissait de lubies individuelles. L'administration états-unienne a toujours été soutenue par ce qu'on ose appeler la « communauté internationale » (en fait une petite clique de prédateurs occidentaux Union Euro-



péenne, Canada, Australie et quelques supplétifs, OEA, etc.) Ne citons qu'un exemple significatif : le soutien à Guaidó, le vol des avoirs vénézuéliens ! Les USA ne sont pas les seuls à bafouer le droit international. En 2020, l'État voyou d'Israël, ou le dictateur Turc se sont particulièrement illustrés à cet égard.

### **5- Le rapport de forces a basculé sur le plan international**

En 2020, pendant que la pandémie de Covid 19 fragilisait les pays impérialistes occidentaux, la compétition pour l'hégémonie sur le plan économique se poursuivait. Son système centralisé lui ayant permis de mieux gérer la crise, la Chine qui était déjà en passe de prendre le leadership, s'est trouvée avantagée. La politique de « America first » prônée par Donald TRUMP a développé la méfiance chez les alliés traditionnels des USA. La Chine en a profité

pour placer ses pions. En 2020, plus de dix pays de l'Asie du sud-est (qui représentent plus de la moitié de la population mondiale) ont signé des accords de libre échange et de coopération économiques avec la Chine.

Sur le continent africain, la dynamique d'intégration suit son chemin puisque tous les pays à l'exception de l'Ethiopie ont signé des accords commerciaux et douaniers pour unifier leur marché. Même s'il faut signaler que l'option libérale de ces accords n'est pas de nature à impulser un développement alternatif, cela contribue à modifier les courants d'échange internationaux.

Quant à l'Union Européenne, confrontée aux conséquences du Brexit, à son incapacité de surmonter les contradictions entre pays de l'est et de l'ouest, aux crises politiques et sociales entraînées par ses politiques ultralibérales, on doit s'attendre à ce qu'elle continue à se déliter.

Au bout du compte, on peut affirmer que l'année 2020 a connu des évolutions significatives quant au rapport de forces entre les classes dominantes et les peuples opprimés et que les soubresauts du système décadent, même s'ils restent dangereux, ne pourront pas arrêter indéfiniment la marche des peuples vers leur émancipation.

***En conclusion, nous pouvons dire que si l'année 2020 a été secouée par des crises profondes, elle a été aussi porteuse de victoires pour les Peuples et qu'elle augure de nouvelles avancées. C'est dans ce contexte que le CNCP adresse à tous les militants et au-delà à tous les Peuples du monde, ses vœux sincères de courage, de succès et de bonheur.***



## LES 11 ACCORDS SECRETS SIGNES ENTRE LA FRANCE ET SES TERRITOIRES COLONIAUX D'AFRIQUE NOIRE



Depuis que les pays colonisés d'Afrique ont accédé à une indépendance formelle, les racistes et les aliénés n'ont pas cessé de dénigrer leurs Peuples. " Voyez ! Ils n'arrivent pas à se développer et sont obligés de quémander l'aide des anciennes puissances coloniales qu'ils avaient eu l'ingratitude de chasser !". Les gens éclairés, de leur côté, n'ont cessé de dénoncer le fait que les colonialistes avaient imposé des sous-fifres à la tête des nouveaux Etats et ont fait assassiner systématiquement tous les dirigeants révolutionnaires qui mettaient réellement en cause leur domination. Mais, ce que

peux de gens savent, c'est qu'ils avaient aussi imposé des accords secrets qui leur permettaient de maintenir leur tutelle. *Jik An Bout* reproduit le contenu de ces accords révélés par le site "lebled-parle.com".

### 1. La dette coloniale pour remboursement des bénéfices de la colonisation

Les États nouvellement indépendants doivent rembourser le coût des infrastructures construites par la France pendant la colonisation. Nous cherchons toujours le détail des coûts, l'évaluation des bénéfices et des conditions de paiements imposés par la France aux pays africains.

### 2. La confiscation automatique des réserves financières nationales

Les pays africains doivent déposer leurs réserves financières auprès de la Banque de France. Ainsi, la France « garde » les réserves financières de quatorze pays africains depuis 1961 : le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée Bissau, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo-Brazzaville, la Guinée Équatoriale et le Gabon. Ainsi, la gouvernance des politiques

monétaires reste asynchrone et incomplète du fait qu'elles sont pilotées directement par le gouvernement français, sans aucun lien avec les autorités financières des pays tels que la CEMAC ou la CEDEAO. Ainsi, du fait des conditions qui lient les banques des zones économiques et financières, elles sont obligées de garder 65 % de leurs réserves de change dans un compte d'opérations tenu par le Trésor français, ainsi que 20 % supplémentaire afin de couvrir « les risques financiers ».

De plus, les banques des zones CFA imposent une limite de crédit à chaque pays membre équivalent à 20 % des recettes d'état de l'année N-1 ! Bien que le BEAC ou la BCEAO ont des possibilités de retrait supérieur auprès du Trésor français, ces retraits doivent faire l'objet de l'accord du Trésor français. La décision finale revient donc au Trésor français qui a lui-même investi les réserves des pays africains sur la place boursière parisienne.

En d'autres mots, 80 % des réserves financières africaines, sont déposées sur un compte opération contrôlée par l'administration française. Les deux banques de la zone CFA sont africaines de par leurs noms, mais ne décident aucune des politiques monétaires par elle-même. Pire, les pays eux-mêmes ne savent même pas quelle est la part de réserves financières qui leur appartient en groupe ou individuellement en tant que pays, mais détenus par l'administration du Trésor français.

### 3. Le droit de premier refus sur toute ressource brute ou naturelle découverte dans le pays

La France a le premier droit d'achat des ressources naturelles de la terre de ses ex-colonies. Ce n'est qu'après que la France ait dit: « Je ne suis pas intéressé », que les pays africains sont autorisés à chercher d'autres partenaires.

#### 4. **Priorité aux intérêts et aux entreprises françaises dans les marchés publics et appels d'offres publics**

Dans l'attribution des marchés publics, les entreprises françaises ont la priorité sur l'attribution. Même si les pays africains peuvent obtenir un meilleur rapport qualité-prix ailleurs.

En conséquence, dans la plupart des ex-colonies françaises, tous les leviers économiques des pays sont entre les mains des expatriés français. En Côte d'Ivoire, par exemple, les entreprises françaises possèdent et contrôlent tous les grands services publics dont l'eau, électricité, téléphone, transports, ports et les grandes banques. C'est la même chose dans le commerce, la construction et l'agriculture.

#### 5. **Droit exclusif de fournir des équipements militaires et de former les officiers militaires des colonies**

Grâce à un système sophistiqué de bourses, de subventions, et les « accords de défense » attachés au pacte colonial, les Africains doivent envoyer leurs officiers supérieurs en formation en France.

#### 6. **Le droit pour la France de déployer des troupes et d'intervenir militairement dans le pays pour défendre ses intérêts**

En vertu de ce qu'on appelle « les accords de défense » attachés au pacte colonial, la France a le droit d'intervenir militairement dans les pays africains, et aussi de stationner des troupes en permanence dans les bases et installations militaires, entièrement gérées par les Français.

#### 7. **L'obligation de faire du français la langue officielle du pays et la langue pour l'éducation**

Une organisation de la langue française et de la diffusion de la culture française a même été créée. Elle s'appelle la « Francophonie » et possède plusieurs organisations satellites. Ces organisations sont affiliées et contrôlées par le ministre français des Affaires étrangères.

#### 8. **L'obligation d'utiliser le franc CFA (franc des Colonies Françaises d'Afrique)**

Bien que ce système ne soit pas partagé par l'Union européenne, les colonies françaises sont contraintes

à utiliser exclusivement le FCFA.

#### 9. **L'obligation d'envoyer en France, un bilan annuel et un rapport d'état des réserves**

Pas de rapport, pas d'argent. Le directeur des banques centrales des ex-colonies présente ledit rapport lors des réunions bisannuelles des ministres des Finances sur les ex-colonies. Ce rapport est ensuite compilé par la Banque de France et le Trésor français.

#### 10. **Renoncer à toute alliance militaire avec d'autres pays, sauf autorisation de la France**

La plupart de ces pays ont seulement des alliances militaires avec leurs ex-colonisateurs simplement par le fait que la France leur interdisait toute autre alliance militaire.

#### 11. **L'obligation de s'allier avec la France en cas de guerre ou de crise mondiale**

Plus d'un million de soldats africains combattus pour la défaite du nazisme et du fascisme au cours de la Seconde Guerre mondiale."

### AGENDA

#### MEETING

*Komité 13 Janvyé*

#### CONTRE LA REPRESSION COLONIALE

**Vendredi 29 janvier 2021**

**18h00**

**Maison des syndicats  
(F-de-F)**

### A découvrir

*Radio Jik An Bout*



Accessible sur [www.jikanbout.com](http://www.jikanbout.com)  
et sur la page facebook Jik An Bout

Lien : <https://jikanbouttv.com/radio/>

★★★

